

Accords de Bretton Woods—Loi

commerce international et mettre fin aux pratiques discriminatoires qui, par le passé, avaient entravé la croissance équilibrée du commerce extérieur. Les pays du monde ne pourraient prospérer, disait-il, que s'ils entretenaient de bonnes relations, tant sur le plan économique que politique.

Puis il a ajouté que la prospérité mondiale, comme la paix mondiale, est indivisible. Nous ne devons pas l'oublier et pourtant, en vertu de notre système, nous cherchons à justifier et à adopter une mentalité bornée qui permet à quelques personnes, dans certains pays, de connaître une certaine prospérité, et même dans notre pays, il y a un nombre impressionnant de pauvres, tandis que d'autres pays vivent dans la pauvreté totale et absolue avec peu d'espoir de sortir du marasme de l'endettement et du sous-développement. Tant que nous appliquerons un système en vertu duquel le prix des denrées est trop bas par rapport aux frais de production, la situation restera la même.

A l'instar du député qui m'a précédé, j'ai eu la chance de me rendre au Nicaragua la semaine dernière avec la mission canadienne pour la paix. L'une des choses qui m'a le plus impressionné, hormis l'esprit des gens et leur engagement envers la révolution et l'espoir de vivre en paix, est l'inflation. Nous devons transporter un petit sac d'argent pour payer notre déjeuner ou notre dîner.

Ce pays est frappé par un embargo américain destiné à paralyser son économie. Il est victime d'une guerre que lui font les États-Unis par mercenaires Contras interposés en vue d'entraver tout développement.

Nous avons visité une petite coopérative dans les collines du Nicaragua, loin de tout. Un groupe de 11 familles environ tentaient de créer une infrastructure économique et d'atteindre l'autosuffisance. Il ne s'agissait pas d'une entité économique stratégique au Nicaragua. Elle permettait simplement à ces gens de se nourrir eux-mêmes. L'endroit où ces 11 familles vivaient a été la cible d'une attaque Contra financée par les États-Unis. Les Contras ont surgi au milieu de la nuit, attaqué les habitants, les forçant à fuir, détruit leurs maisons et brûlé leurs tracteurs. Ensuite, ces familles sont revenues et ont tenté de rebâtir sur les décombres.

● (1050)

Voilà ce qui se passe réellement au Nicaragua. Le gouvernement en place tente de collaborer avec les habitants pour développer une économie décente alors que les États-Unis font tout en leur pouvoir pour déstabiliser l'économie. Il en résulte une inflation astronomique, inflation qui met en péril la survie de ce pays et des gens ordinaires.

Cette situation a un rapport immédiat avec le sujet à l'étude. Nous espérons qu'il y aura d'avantage d'investissements dans les pays du tiers monde, et nous espérons qu'il en résultera une amélioration du niveau de vie dans ces pays. J'insiste sur le fait qu'il faut s'attaquer aux problèmes fondamentaux de la paix et d'une structure économique injuste. Tant que nous ne serons pas disposés à le faire, les propositions visant à accroître les investissements et à fournir une assurance pour ces investissements ne signifient pas grand chose.

Si nous appuyons la proposition, nous pressons également le gouvernement de faire entendre sa voix sur la scène internationale et de parler en faveur de la paix dans des pays comme le Nicaragua, c'est-à-dire qu'il faut couper les fonds aux Contras qui font la guerre au peuple du Nicaragua. Notre pays doit

également se faire l'avocat d'une politique économique plus juste permettant l'établissement de prix équitables pour les denrées.

De plus, notre pays doit réaliser l'engagement pris par le premier ministre (M. Mulroney) durant la dernière campagne électorale, engagement qui a été réitéré par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) devant les Nations Unies en 1984, c'est-à-dire s'efforcer à terme de consacrer 0,7 p. 100 de notre produit national brut à l'aide officielle au développement. Cet engagement a été pris de bonne foi devant les Nations Unies mais depuis, on n'a cessé de se dérober et rien n'a été fait en ce sens. D'autres pays en font autant, mais cela ne rend pas la position du Canada plus acceptable.

Les pays en développement ont besoin de l'aide au développement pour établir leur propre économie. J'incite le gouvernement à ne pas trop se congratuler d'offrir ce régime d'assurance pour les investissements privés dans les pays du tiers monde. Je crois que c'est important, mais il est encore plus important de s'attaquer au problème du prix des denrées et de réduire la menace de guerre et les dépenses militaires dans les pays du tiers monde.

M. Heap: Madame la Présidente, j'ai été très heureux d'entendre l'avis des deux derniers orateurs à ce sujet, mais je voudrais demander au député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly) de nous expliquer plus clairement pourquoi il éprouve certaines réserves au sujet de la possibilité que le Canada, les États-Unis ou d'autres pays prêteurs rachètent la dette d'un autre pays pour obtenir une participation dans les industries ou les services publics de celui-ci. Je suppose que ce serait intéressant d'obtenir une telle participation parce que les créanciers canadiens feraient de l'argent; ils ne comptent certes pas en perdre.

Le député pense-t-il que le fait pour ces pays de céder la propriété de leurs usines, de leurs chemins de fer, ou de certaines autres industries pour s'acquitter de leur dette étrangère fera baisser le revenu de ces pays et réduira peut-être aussi les salaires et les dividendes dans ces pays? Deuxièmement, est-ce que cela aidera à réduire le taux d'inflation? Troisièmement, la dette continuera-t-elle de croître? Est-ce que cela mettra fin au cycle d'endettement ou ces pays recommenceront-ils à s'endetter? Enfin, qu'arrivera-t-il quand ces pays n'auront plus d'industries à vendre?

M. Manly: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question. A mon avis, le sujet est extrêmement important.

A cause des dettes énormes de certains pays, d'autres pays sont en train de racheter ces dettes en retour d'une participation à leurs industries. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les pays du tiers monde ne sont pas des pays pauvres du point de vue des richesses naturelles. Ils possèdent souvent énormément de ressources. Ce qu'ils n'arrivent pas à faire, c'est contrôler l'exploitation de leurs propres richesses naturelles et leur prix sur le marché international.